



HAL
open science

Évolution de la mixité sociale des collèges

Marine Guillerm, Olivier Monso

► **To cite this version:**

Marine Guillerm, Olivier Monso. Évolution de la mixité sociale des collèges. 2022, pp. 1-4.
10.48464/ni-22-26 . halshs-03727756

HAL Id: halshs-03727756

<https://shs.hal.science/halshs-03727756>

Submitted on 19 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License



NOTE D'INFORMATION

n° 22.26 – Juillet 2022

Évolution de la mixité sociale des collèges

- Les collèges ont des compositions sociales très différentes, ce qui est régulièrement décrit comme un facteur renforçant les inégalités scolaires. Le niveau et les composantes de la ségrégation varient d'un département à l'autre, compte tenu notamment du degré de ségrégation entre communes et quartiers, du poids du secteur privé et des inégalités économiques. Au niveau national, la ségrégation entre collèges est peu variable au cours du temps. La ségrégation parmi les collèges publics suit une tendance à la baisse et les écarts de composition sociale entre secteurs public et privé sont croissants, le secteur privé scolarisant de plus en plus d'élèves de milieu favorisé. Depuis 2014, la ségrégation a sensiblement diminué dans une vingtaine de départements situés majoritairement dans le Nord et l'Ouest. La ségrégation entre collèges publics y a baissé, et les écarts entre secteurs public et privé n'y ont pas augmenté. Inversement, dans une vingtaine de départements situés plutôt dans la moitié sud, la ségrégation a augmenté, avec une hausse marquée des écarts entre secteurs public et privé.

Ministère de l'Éducation nationale
et de la Jeunesse

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald

Auteurs : Marine Guillerm, DEPP-B3 et Olivier Monso, DEPP-A

Édition : Aurélie Bernardi

Maquettiste : Frédéric Voiret

e-ISSN 2431-7632

► La ségrégation sociale entre établissements désigne le constat selon lequel les établissements scolaires accueillent des populations très différentes selon le milieu social. Elle est régulièrement mise en avant comme un facteur renforçant les inégalités scolaires. En effet, la concentration de difficultés sociales dans un établissement est préjudiciable à la réussite des élèves qui y sont scolarisés, même s'ils bénéficient en général de moyens d'enseignement supplémentaires qui permettent d'atténuer les effets de la ségrégation. Celle-ci soulève également un enjeu de cohésion nationale, dans la mesure où elle rend plus difficile la rencontre de jeunes de milieux sociaux différents. Pour ces raisons, faire diminuer la ségrégation entre les établissements scolaires, ou améliorer la mixité sociale, est inscrit dans les missions du service public d'enseignement.

En 2015, une politique pour favoriser la mixité sociale au collège a été lancée par le ministère chargé de l'Éducation nationale. À l'échelle locale, les décideurs ont été incités à mettre en œuvre des mesures favorisant la mixité au collège. Ces acteurs locaux incluent les conseils départementaux, qui sont notamment chargés de la sectorisation des collèges – c'est-à-dire de définir pour chaque adresse de résidence d'un élève un collège public de rattachement (ou parfois plusieurs). Ils incluent également les services départementaux de l'Éducation nationale,

qui gèrent en particulier les demandes de dérogation des familles pour scolariser leur enfant dans un autre collège public que le collège de secteur. Des expérimentations ont été lancées, afin de repérer les politiques les plus efficaces en matière de réduction de la ségrégation sociale. Ces politiques correspondent, selon les cas, à la relocalisation d'établissements, à une modification de la sectorisation, ou encore à l'enrichissement de l'offre pédagogique des collèges socialement les plus défavorisés pour les rendre plus attractifs pour les familles. Plus récemment, ces politiques ont reçu une nouvelle impulsion, notamment pour rééquilibrer la répartition des élèves boursiers entre collèges.

L'objet de cette *Note d'Information* n'est pas d'évaluer ces actions, mais de proposer un état des lieux de la ségrégation sociale au collège à la rentrée 2021, en actualisant l'état des lieux que la DEPP a réalisé à la rentrée 2015 (voir « Pour en savoir plus ») et de rendre compte de l'hétérogénéité entre départements en matière de niveau et d'évolution de la ségrégation sociale au collège. En effet l'évolution de la ségrégation sociale des collèges n'est pas seulement liée aux politiques éducatives, mais intègre aussi par exemple celles du logement ainsi que les conséquences des mobilités géographiques des familles.

De fortes disparités de composition sociale existent au sein des secteurs public et privé et entre ces deux secteurs d'enseignement

Le milieu social est ici pris en compte à partir de la profession du responsable de l'élève. À la rentrée 2021, la proportion d'élèves qui sont enfants d'ouvriers ou d'inactifs (milieu défavorisé) qui est de 37,4 % au collège, est supérieure à 61,0 % dans un dixième des collèges les plus défavorisés et inférieure à 14,6 % dans un dixième des collèges les plus favorisés **figure 1**. De même, dans un dixième des collèges, la proportion d'enfants d'enseignants, de cadres supérieurs, de chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus ou dont le représentant exerce une profession libérale (milieu très favorisé) qui est de 23,9 % sur l'ensemble des collégiens, est inférieure à 6,6 %, alors qu'elle dépasse 44,6 % dans un dixième des collèges les plus favorisés.

Cette ségrégation est en partie liée à l'existence de deux secteurs d'enseignement, le secteur public et le secteur privé. Depuis le début des années 1980, le secteur privé scolarise environ un cinquième des collégiens (22 % en 2021). Ces collèges privés sont en grande partie « sous contrat » (98 % des élèves), impliquant que les programmes et volumes horaires sont les mêmes que dans le public, et leur financement en majorité assuré par l'État (qui rémunère les enseignants) et les collectivités territoriales.

1 Répartition des collèges par proportion d'élèves de milieu très favorisé et défavorisé, rentrée 2021

	Secteur	Proportion moyenne (en %)	1 ^{er} décile	1 ^{er} quartile	Médiane	3 ^e quartile	9 ^e décile
Élèves de milieu défavorisé	Public	42,6	23,8	32,6	42,6	53,4	63,8
	Privé sous contrat	18,3	5,7	10,6	19,9	29,9	39,2
	Ensemble	37,4	14,6	25,7	37,8	49,8	61,0
Élèves de milieu très favorisé	Public	19,5	5,8	9,7	15,2	23,6	34,5
	Privé sous contrat	40,1	12,8	18,8	29,4	46,0	63,9
	Ensemble	23,9	6,6	10,9	17,4	28,6	44,6

Lecture : en 2021, 10 % des collèges publics ont moins de 23,8 % d'élèves de milieu social défavorisé, et 10 % en ont plus de 63,8 %. La proportion d'élèves de milieu défavorisé dans les collèges publics, pris dans leur ensemble, est de 42,6 %.

Champ : France métropolitaine + DROM, public et privé sous contrat.

Source : DEPP, Système d'information Scolarité.

Réf. : Note d'Information, n° 22.26. DEPP

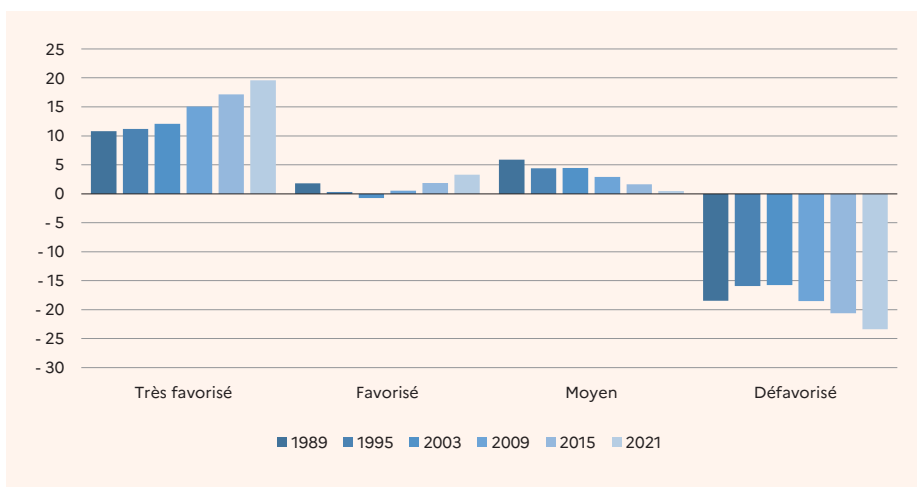
Ils ne sont pas soumis à la sectorisation et possèdent une marge de manœuvre pour définir leur offre éducative. Ils sont majoritairement choisis par des familles socialement favorisées. À la rentrée 2021, 40,1 % des élèves du secteur privé sous contrat sont de milieu social très favorisé contre 19,5 % dans le public. Inversement, 18,3 % des élèves du secteur privé sous contrat sont de milieu défavorisé contre 42,6 % des élèves du secteur public.

En se restreignant aux élèves entrant en sixième, pour lesquels des données sur longue période sont disponibles, la proportion d'élèves de milieu social très favorisé était déjà supérieure de 11 points dans les collèges privés, au regard des collèges publics, en 1989. Cet écart est resté assez stable au cours des années 1990, puis a augmenté fortement à partir du début des années 2000, pour atteindre 20 points en 2021. L'écart selon la proportion d'élèves d'origine sociale défavorisée s'est également creusé : il était de 16 points sur les entrants

en sixième en 2003, puis est passé à 23 points en 2021 [figure 2](#).

La ségrégation provient également des différences de composition sociale entre collèges, au sein de chacun des secteurs public et privé. Ces écarts sont en partie le reflet de la ségrégation urbaine. En particulier dans les grandes agglomérations, les élèves de milieu défavorisé sont surreprésentés dans certaines zones d'habitation. Une partie de la ségrégation passe donc par l'implantation des collèges sur des territoires dont la tonalité sociale est plus ou moins favorisée. Pour les collèges publics, le lien se fait par la sectorisation. La composition sociale des collèges privés, même s'ils ne sont pas sectorisés, est également influencée par leur lieu d'implantation. Ces collèges peuvent aussi se spécialiser et orienter leur recrutement vers un certain profil d'élèves. Des établissements privés vont par exemple former une élite sociale et scolaire, quand d'autres vont se spécialiser dans le rattrapage d'élèves en difficulté.

2 Évolution des écarts de composition sociale entre collégiens du secteur privé et du secteur public parmi les entrants en sixième, en points de %



Lecture : parmi les collégiens entrés en sixième en 1989, la proportion d'élèves de milieu très favorisé était supérieure de 10,8 points dans les collèges privés sous contrat, au regard des collèges publics.

Champ : collégiens entrant en sixième dans les secteurs public et privé sous contrat, France métropolitaine, hors enfants dont le parent de référence est retraité.

Source : DEPP, panels d'élèves entrés en sixième en 1989 et en 1995 ; Système d'information Scolarité.

Réf. : Note d'Information, n° 22.26. DEPP

Pour ces raisons, il existe aussi de forts écarts entre collèges privés. Notamment, si un dixième de ces collèges ne scolarisent qu'une proportion faible d'élèves de milieu défavorisé (moins de 5,7 %), un dixième en accueillent au moins 39,2 %, soit à peu près la proportion moyenne des collégiens issus de milieu défavorisé [figure 1](#).

Comment mesurer la ségrégation sociale ?

Les indices de ségrégation visent à mesurer de façon synthétique les disparités entre les collèges. Ils permettent la comparaison des disparités entre collèges d'un territoire à l'autre, et au cours du temps. De façon générale, toute mesure de la ségrégation est relative à un territoire donné, par exemple un département, une académie, ou au plan national. Pour ce qui est de la ségrégation sociale entre établissements sur un territoire donné, il s'agit de comparer la composition sociale de chaque établissement à la composition sociale de l'ensemble des collégiens de ce territoire. Un niveau élevé de ségrégation indique que les collèges tendent à s'éloigner fortement de la composition sociale moyenne sur le territoire, et sont donc très différents les uns des autres.

Les écarts de milieu social entre collèges sont ici mesurés par un indicateur de ségrégation, l'indice d'entropie. Cet indicateur varie entre 0 et 1. Quand il est élevé (proche de 1), cela signifie que les écarts sociaux entre collèges sont très importants et qu'au sein de chaque collège, la diversité des milieux sociaux représentés est plutôt faible ; quand l'indicateur est bas (proche de 0), cela indique que les écarts sociaux entre collèges sont moins importants et que la composition sociale de chaque collège est proche de la composition sociale de l'ensemble des collégiens du territoire considéré. On dira alors qu'il y a une plus grande mixité sociale entre les collèges.

La ségrégation entre collèges est portée par ces trois composantes : disparité entre collèges publics, celle entre collèges privés, et enfin l'écart de composition sociale entre les secteurs public et privé. Pour chacune de ces composantes, il est possible de calculer sa contribution à la ségrégation globale. En 2021, 55 % de la valeur de l'indice d'entropie, pour les collèges, peut s'interpréter par les écarts de composition sociale entre collèges publics, 22 % par la ségrégation entre collèges privés et 23 % par les différences de composition sociale entre secteurs public et privé.

La ségrégation est stable au niveau national, mais l'écart entre secteurs public et privé s'est creusé

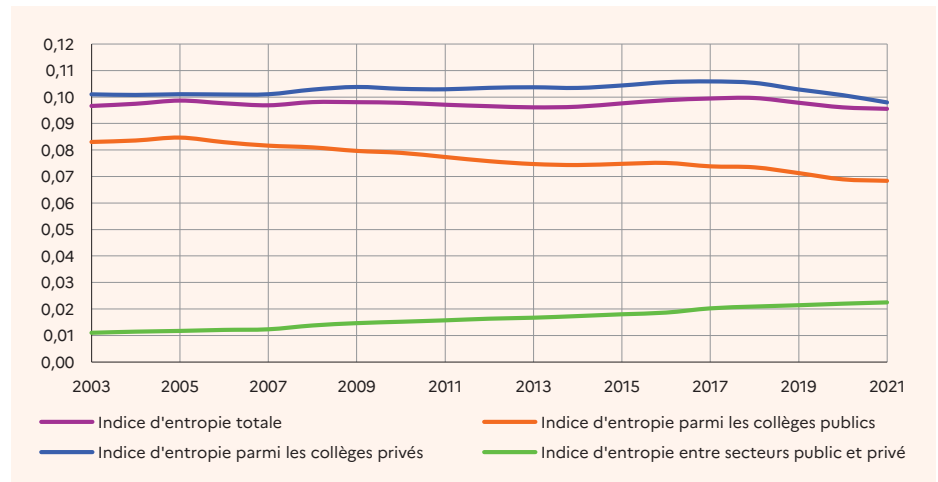
À l'échelle nationale, la ségrégation sociale entre collèges a relativement peu varié entre 2003 et 2021, même si l'on note une légère hausse entre 2013 et 2018 et une légère baisse depuis ↘ **figure 3**. L'évolution de la ségrégation est principalement due à deux composantes : la ségrégation parmi les collèges publics, qui suit une tendance à la baisse, plus prononcée à partir de 2018, après une période de stagnation ; et les écarts de composition sociale entre secteurs public et privé qui sont croissants, le secteur privé scolarisant de plus en plus d'élèves de milieu favorisé. L'hétérogénéité de la composition sociale entre les collèges privés a varié de façon moins tranchée, tout en restant plus forte que parmi les collèges publics sur l'ensemble de la période. Au final, la stabilité du niveau de ségrégation pour l'ensemble des collèges masque des évolutions plus marquées quand l'indice est décomposé selon les secteurs public et privé.

Le niveau et les composantes de la ségrégation sont liés au contexte social et scolaire des départements

Cette situation au plan national est toutefois l'agrégation de situations territoriales différentes. La ségrégation est plus forte dans les départements les plus urbains. En métropole, l'indice de ségrégation atteint ses valeurs maximales dans les Hauts-de-Seine, à Paris et dans les Bouches-du-Rhône ↘ **figure 4**. En effet, les trois composantes de la ségrégation tendent à être plus élevées lorsque le degré d'urbanisation est plus fort. Tout d'abord, dans ces départements, la ségrégation résidentielle est plus forte, ce qui se traduit dans la composition sociale des collèges publics et privés. Ensuite, la proximité et le nombre des collèges exacerbent la concurrence entre établissements et peuvent inciter les familles à éviter le collège de secteur, principalement en recourant à un collège privé. Ces choix sont majoritairement faits par des familles de milieu social favorisé et tendent à accentuer la ségrégation.

Comme au niveau national, l'hétérogénéité parmi les collèges privés est plus élevée que parmi les collèges publics, dans six départements sur dix. C'est en particulier le cas pour les départements de l'ouest de la France. Pour une partie d'entre eux, ce constat peut être mis en relation avec une implantation plus forte de l'enseignement

↘ 3 Évolution de l'indice d'entropie parmi l'ensemble des collèges, au sein des collèges publics et privés, et entre secteurs public et privé, entre 2003 et 2021

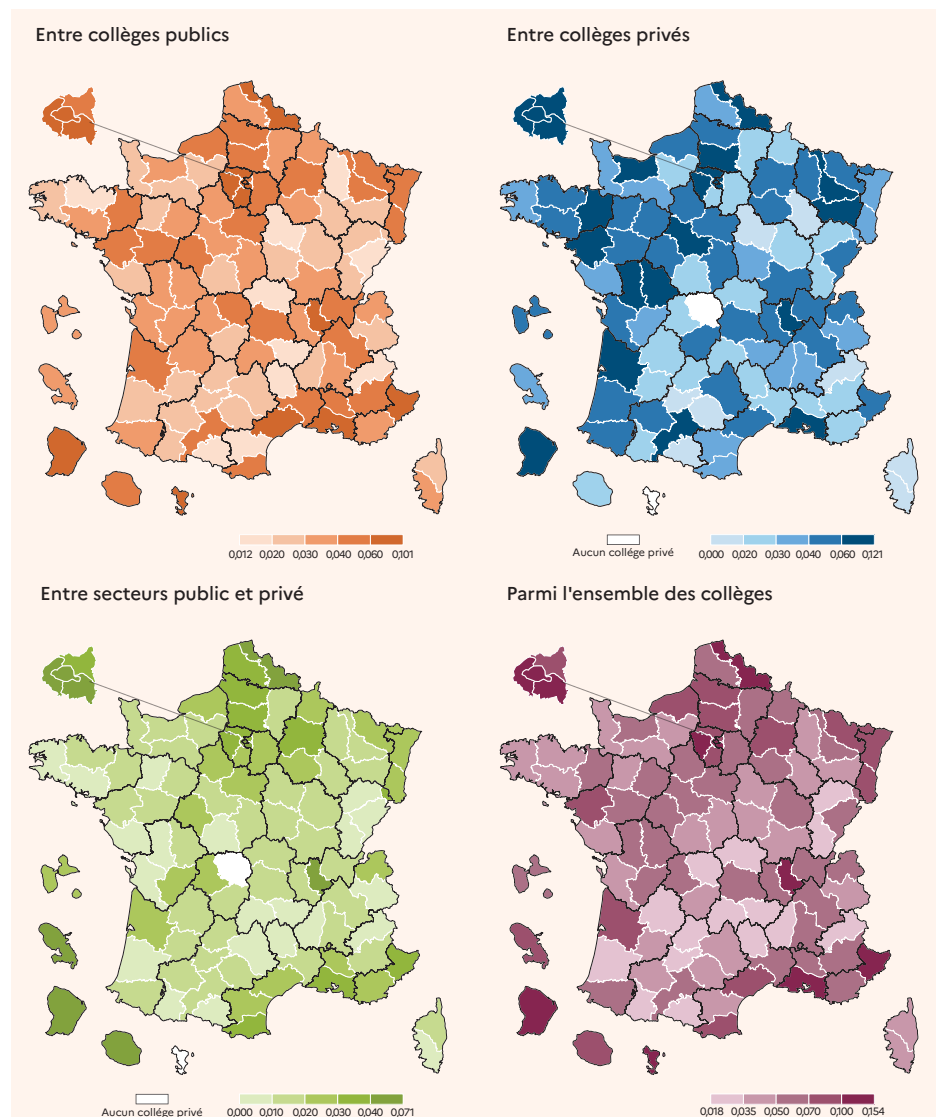


Lecture : en 2003, pour l'ensemble des collèges de France métropolitaine et des DROM, l'indice d'entropie, qui résume les disparités de composition sociale entre les collèges, est de 0,0967. Ces disparités résultent de trois composantes : les disparités entre collèges publics, qui sont résumées par l'indice correspondant (0,0830) ; les disparités entre collèges privés (indice d'entropie de 0,1010) ; enfin les écarts de composition sociale entre secteurs public et privé, résumés par l'indice d'entropie entre secteurs (0,0110). Sur ce graphique, la somme des trois composantes n'est pas égale à l'indice d'entropie global car les composantes relatives aux collèges publics et aux collèges privés sont affectées d'un poids, qui dépend de la proportion des élèves scolarisés dans les collèges publics et privés.

Champ : collèges des secteurs public et privé sous contrat, France métropolitaine + DROM.
Source : DEPP, Système d'information Scolarité.

Réf. : Note d'Information, n° 22.26. DEPP

↘ 4 Indice d'entropie au collège par département, rentrée 2021



Champ : collèges des secteurs public et privé sous contrat, France métropolitaine + DROM.
Source : DEPP, Système d'information Scolarité.

Réf. : Note d'Information, n° 22.26. DEPP

privé, qui est également plus différencié (voir « Pour en savoir plus » – figure 5).

Inversement, dans quatre départements sur dix, les collèges publics présentent une plus grande hétérogénéité dans leur composition sociale, notamment en Alsace et dans le sud-est de la France.

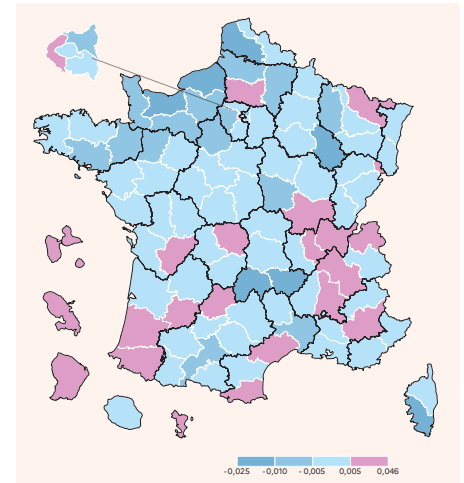
Les écarts de composition sociale entre secteurs public et privé sont forts dans les départements du bassin parisien, dans le sud méditerranéen et les départements et régions d'outre-mer (sans Mayotte où les collèges privés sont hors contrat et donc hors du champ de cette étude). Ces forts écarts concernent aussi bien des départements où le secteur privé scolarise une part importante d'élèves (comme Paris, le Nord et le Rhône) que d'autres où il est moins présent qu'en moyenne nationale (DROM, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne). Il s'agit en général de départements qui se caractérisent, soit par un fort degré d'inégalités économiques, soit par un taux de pauvreté important. La présence de territoires et collèges très défavorisés incite probablement, plus que dans d'autres départements, les familles plus favorisées à choisir les collèges privés comme alternative au collège de secteur. Inversement, dans d'autres départements, le secteur privé est proche du public dans la composition sociale des élèves qu'il accueille. Cela inclut des départements plutôt ruraux où le privé est rare. Mais cela inclut aussi le quart nord-ouest et le sud du Massif central où le privé est fortement implanté.

Des évolutions disparates de la ségrégation entre les départements

Entre 2014 et 2021, pour une moitié de départements, la ségrégation a peu varié, comme au plan national ↘ figure 6. Dans une vingtaine de départements, la ségrégation a diminué de façon plus sensible (baisse supérieure à 0,005). Ces départements sont majoritairement situés dans le nord et l'ouest de la métropole. La ségrégation entre collèges publics y a baissé, en moyenne, et les écarts de composition sociale entre secteurs public et privé n'y ont pas augmenté, voire ont diminué dans certains départements ↘ figure 7. Inversement, dans une vingtaine de départements, la ségrégation a augmenté, avec une hausse marquée des écarts de composition sociale entre secteurs public et privé. Ces départements se situent plutôt dans la moitié sud de la France.

Ainsi, les évolutions de la ségrégation ne suivent pas les mêmes tendances d'un département à un autre. Ces différences pourraient refléter des politiques plus ou moins actives en matière de mixité sociale, mais aussi des différences de positionnement du secteur privé, ou encore de contexte démographique. Ainsi, les migrations des familles peuvent renforcer ou affaiblir la ségrégation sociale entre établissements, par l'intermédiaire de la ségrégation résidentielle. Or sur cette période, 6 % à 7 % des élèves de niveau collège ont changé de commune de résidence d'une année sur l'autre. ■

↘ 6 Variation de l'indice d'entropie entre 2014 et 2021

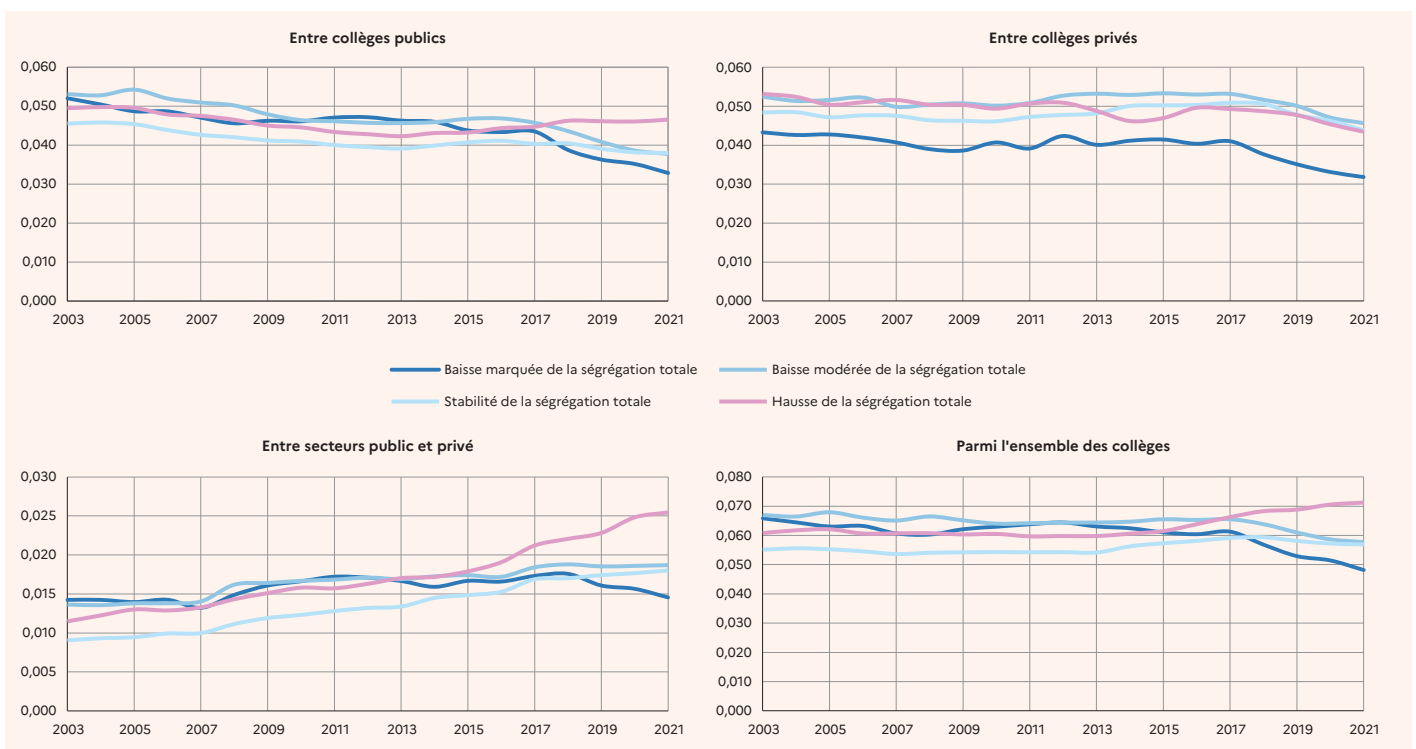


Champ : collèges des secteurs public et privé sous contrat, France métropolitaine + DROM.
Source : DEPP, Système d'information Scolarité.
Réf. : Note d'Information, n° 22.26. DEPP

POUR EN SAVOIR PLUS

Retrouvez la Note d'Information 22.26, ses figures et données complémentaires sur education.gouv.fr/etudes-et-statistiques

↘ 7 Évolution de la ségrégation dans quatre groupes de départements, 2003-2021



Note : les quatre groupes de départements correspondent aux quatre classes distinguées sur la figure 6, suivant l'évolution de l'indice de ségrégation parmi l'ensemble des collèges entre 2014 et 2021.
Champ : collèges des secteurs public et privé sous contrat, France métropolitaine + DROM.
Source : DEPP, Système d'information Scolarité.

Réf. : Note d'Information, n° 22.26. DEPP